



LES DOSSIERS DE VISA

#14

AOÛT 2024

ÉDITO : PAS DE PAUSE POUR L'ANTIFASCISME p2

LE DANGER FASCISTE EST TOUJOURS PRÉSENT p3

JORDAN BARDELLA : FILS A PAPA, APPARATCHIK ET MILLIONNAIRE p11

FN/RN EN 2024 RIEN NE CHANGE : TOUJOURS DES PROPOS ET ACTES FASCISTES DES CANDIDAT.ES p16

L'EXTRÊME DROITE C'EST LA VIOLENCE p30

4 POINTS QUI MONTRENT QUE LE FN/RN EST UN DANGER MORTEL p37

COMMUNIQUE DU 8 JUILLET 2024 : NE BAISSONS SURTOUT PAS LA GARDE ! p40

SYNDICALISTES DONC

ANTIFASCISTES !



WWW.VISA-ISA.ORG



ASSOVISABIS@GMAIL.COM



ASSOCIATION VISA



ADHERER A VISA
S'ABONNER A LA NEWSLETTER
AVOIR DES INFOS...
VISITEZ NOTRE SITE !

ÉDITO

PAS DE PAUSE POUR L'ANTIFASCISME

La dissolution de l'Assemblée Nationale au début de l'été a créé un danger imminent, celui de la prise du pouvoir par l'extrême droite en France.

Sa progression électorale est vertigineuse, ses idées de haine et d'exclusion diffusent dans l'opinion et acquièrent une légitimité croissante. Le déni de Macron concernant sa défaite électorale, la « trêve olympique » nous conduiront-ils à un nouvel état d'exception ? Les manœuvres d'alliance avec la droite LR et son « pacte législatif » ciblant les aides sociales et l'immigration sont les éléments d'un scénario catastrophe.

Bien que les urgences sociales, écologiques et démocratiques sont évidentes, les politiques néolibérales de concurrence, de destruction des services publics, d'absence de bien commun et de solidarités risquent de continuer.

Mais tout cela n'a rien d'inéluctable, l'ascension est résistible.

VISA contribuera au combat syndical antifasciste et unitaire.

Ce dossier regroupe des textes d'actualité et de réflexion sur la nature et les caractéristiques de l'ED en France, toujours dans l'esprit de « mieux les connaître pour mieux les combattre ».

Il constitue un outil d'information et de formation pour les syndicalistes et les militant.e.s du monde du travail, mais aussi bien sûr dans leurs relations quotidiennes.

Nous devons lutter dans l'unité, au-delà de la scène électorale, sur le front social et culturel.

En investissant le quotidien, nous pourrons délégitimer l'extrême droite, ses idées et gagner -enfin- la bataille culturelle.

**LE DANGER FASCISTE
EST TOUJOURS PRÉSENT !**

**L'autoritarisme politique et
l'ultralibéralisme économique
du Macronisme et de ses
supplétifs de la « droite
républicaine »**

Malgré une résistance massive pendant plusieurs mois, notre camp social a été battu en 2023 par le macronisme et sa contre-réforme des retraites. Depuis, le gouvernement a poussé les feux en multipliant les mauvais coups. Réforme de l'assurance chômage, loi scélérate sur l'immigration, volonté de réformer l'aide médicale d'État... Et cette longue liste s'accompagne d'une volonté répressive très forte : poursuites en justice de militant.es de gauche, de syndicats et d'associations, arrestations et violence contre des manifestant.es, offensive contre le mouvement étudiant qui a affiché son soutien à la Palestine et pour un cessez-le-feu à Gaza, criminalisation des

mobilisations contre les « méga bassines » etc.. Macron a cherché à nous diviser, à nous faire taire, à nous démoraliser pour mieux parachever sa casse sociale au grand bénéfice du patronat. Pour ce faire, il a utilisé toutes les armes idéologiques, aussi réactionnaires soient-elles. Un tout sécuritaire alimenté par l'exploitation de faits divers, la lutte contre « l'assistanat », « la délinquance », « l'immigration clandestine » en espérant ainsi assécher le marigot lepéniste. Pour arriver à ses fins, il a tordu dans tous les sens les usages du parlementarisme, la Constitution et l'état de droit. Il a peu à peu vidé la République de son sens en ne la considérant que comme un ensemble de normes minimales, à mettre au service de son ambition personnelle et de sa politique anti-sociale. La séquence électorale des Législatives en fut encore la triste illustration :

dissolution du parlement à la veille des vacances d'été, négation de la défaite du clan macroniste, non-respect du principe de la séparation des pouvoirs, arrangements secrets avec la « droite républicaine », qui n'a pas encore basculée au RN, pour conserver la présidence du parlement et pour préparer une alliance durable avec elle. L'épisode du refus de prendre en compte la proposition d'une première ministre du NFP illustre cette dérive autocratique.

Fascisme et autoritarisme, bien distinguer

Le débat consistant à déterminer ce qu'est le fascisme et ce qui le provoque est vieux comme l'antifascisme. Une vision trop réductrice, mais trop répandue à notre sens, consiste à penser que le fascisme est juste une réaction épidermique et défensive d'un patronat en crise. Cette vision amène à des conclusions simplistes toutes

aussi dangereuses que contradictoires :

- Un parti réellement fasciste ne pourrait pas arriver au pouvoir sans que le capitalisme n'ait été complètement déstabilisé - Marine Le Pen ne serait donc pas fasciste ;
- Toute action répressive commanditée par le patronat serait une forme de fascisme - Macron pourrait alors s'avérer être un fasciste.

La réalité est plus complexe. Le fascisme, mouvement politique évolutif, possède son histoire propre, un corpus idéologique et pratique, ses références, ses figures, mais aussi ses spécificités nationales, en bref, une autonomie. Il cherche toujours l'adhésion des masses populaires et il est prêt à donner des gages au patronat. Ce dernier peut donc décider de le soutenir s'il y voit un intérêt, ce dont il ne se prive pas. Et certains partis libéraux ou conservateurs peuvent aussi développer des alliances

tactiques ou stratégiques avec la peste brune, et le font déjà. Évidemment, le fascisme du XXIème siècle est plus insidieux que ses prédécesseurs. Il sait que la mémoire du fascisme historique reste dans les têtes, et qu'il ne peut pas compter sur une période comme celle de la fin de la première guerre mondiale pour appuyer sa normalisation de la violence. Il s'est en apparence banalisé et fondu dans les institutions politiques. Mais s'il a revêtu la cravate de la respectabilité, il n'en est pas moins dangereux ! Certains pensent qu'il n'y a qu'une différence de degré entre Macron et le FN/RN. En réalité, il y a bien une différence de nature et de culture politique, comme on l'observe dans d'autres pays avec une extrême droite au pouvoir (Italie, Hongrie, Argentine...). Il est donc, pour nous, nécessaire de mener une lutte antifasciste spécifique, et pour cela de connaître et bien identifier nos ennemis.

Du passé ne faisons pas table rase !

En d'autres temps, des gouvernements de droite ont mené des politiques anti sociales, anti syndicales et anti immigrés encore plus violentes. Que l'on en juge par ces quelques exemples :

Entre 1947 et 1953 : plus de 200 demandes de levées d'immunité parlementaire, plus de 800 procédures de licenciements, et des manifestations ouvrières violemment réprimées avec des morts ;

En 1953 : le massacre de manifestants algériens du 14 juillet place de la Nation (7 morts) et à la suite, l'interdiction à Paris des manifestations le 14 juillet et le 1er mai jusqu'en 1968 ;

En 1961 : le massacre de plus de 200 Algériens et 12000 arrestations ;

En 1962 : neuf manifestant.es anti-OAS tués au métro Charonne ;

En 1968 : une répression très forte un jeune ouvrier Pierre Beylot sur un piquet de grève, un lycéen, Gilles Tautin, noyé à la suite d'une charge policière ;
En 1972 : Pierre Overnay, tué par un vigile.

En 1986 : un étudiant, Malik Ousseki, tué après une charge de « voltigeurs ».

Les gouvernements de droite répressifs de cette époque, (4eme et 5eme République), ne se sont pas pour autant transformés en nouveaux fascistes. Mais, à la grande différence avec la situation actuelle, dans ces années-là, l'extrême droite n'avait pas encore totalement relevé la tête, et n'avait pas pu profiter pleinement de la situation. Depuis, l'extrême droite FN/RN s'est enracinée dans la brèche de nos défaites et des désespoirs qu'elles suscitent. Elle se nourrit du chaos social engendré par la politique de la droite macroniste et de ses discours de plus en plus stigmatisants.

Ceux et celles qui disent que Macron « déroule le tapis rouge » à Le Pen ont raison. Cependant, cela ne fait pas de Macron un fasciste. Celui qui déroule le tapis doit être combattu de toutes nos forces, mais celui (Bardella) ou celle (Le Pen) qui pourrait le piétiner en 2027, ou peut-être avant, c'est une autre paire de manche ! Nous serions face à un.e ennemi.e mortel.le.

Qu'est-ce que ça changerait ?

Y compris dans notre camp, certain.es se demandent ce que l'arrivée du RN au pouvoir changerait, d'autres disent « on ne les a pas encore essayés » ou « au moins ce sera clair », ou encore « si l'extrême droite arrive au pouvoir ce sera la révolution ». Nous répondons à cela : rien ne serait plus clair, tout serait plus sombre et plus dur encore pour tout.e.s les exploité.es et opprimé.es ! Les premiers à s'en apercevoir seraient les immigré.es de toutes les générations, et bien

sûr les migrant-es, avec ou sans papiers. Un gouvernement d'extrême droite mettrait en œuvre la « préférence nationale » en l'inscrivant dans la Constitution coûte que coûte, arrêterait et expulserait sans se soucier des quelques contraintes administratives. Il trouvera, au sein de la Police et de la Gendarmerie, des serviteurs zélés, eux qui votent déjà majoritairement pour le FN/RN ou pour Zemmour. Les jeunes, et d'abord ceux des quartiers populaires, seraient les secondes victimes : arrestations, contrôles au faciès démultipliés, suppression des subventions aux associations (comme c'est déjà le cas dans les villes qu'ils administrent). L'islamophobie affichée conduirait à l'explosion des violences policières. Cette répression étatique serait largement accompagnée par les groupuscules violents d'extrême droite qui se développeraient de façon significative. Et, comme nous avons pu le constater depuis les

élections européennes, la banalisation et l'amplification des agressions, les discriminations, et les stigmatisations racistes au sein de la société s'amplifieraient encore.

Les plus pauvres, les plus précaires, et en premier lieu les femmes, seraient aussi visés. es au nom de la lutte contre « l'assistanat », avec un acharnement contre les cités et les logements sociaux qui abriteraient, selon eux, les délinquants et le terrorisme. Un de leur récent projet de loi préconise d'ailleurs la construction de prisons considérées comme du logement social... afin que les communes n'aient pas à payer de pénalités !

Les droits des femmes seraient durement attaqués (retour en arrière sur l'IVG, assignation au rôle maternel et de reproductrice, les inégalités salariales se creuseraient, la lutte contre les VSS serait remise au placard...). Les droits des personnes LGBTQIA+

seraient eux aussi durement combattus, avec notamment un retour en arrière sur le mariage pour toutes et tous.

Enfin, les syndicats et les associations seraient également brutalement déniés. La répression des militant.e.s et des manifestations serait encore plus violente. Elle s'accompagnerait d'une volonté d'élargir la représentativité syndicale à des syndicats « maison » qui « ne cultivent pas la grève ». L'extrême droite s'est ainsi fixée plusieurs objectifs : faire disparaître les syndicats organisés sur la base de la lutte des classes, empêcher les immigré·es d'être élu·es du personnel, en remettant en cause une loi datant de 1972, supprimer les subventions aux associations, multiplier les attaques judiciaires et la suppression de locaux.

Une grande partie du patronat – et pas seulement Bolloré et ses amis de CNews – soutiendrait ce nouveau pouvoir. Lassé par le chaos politique et social autour du gouvernement actuel, il

prend déjà ses marques, et le duo Le Pen – Bardella lui donne des gages. L'interview de Le Pen dans « Les Échos » et les visites de Bardella aux grands patrons, qui officialisent le soutien à la lutte contre « les déficits budgétaires », ne peuvent que les rassurer. Au parlement européen, le RN a voté pour le maintien des stages jeunes gratuits en entreprise... La politique du RN ne serait pas un obstacle pour les super profiteurs qui, en prime, espèrent remettre de l'ordre, dans un cadre encore plus autoritaire.

Enfin, toute la galaxie des petits groupuscules fascistes et l'astéroïde Reconquête de Zemmour, qui tournent autour du RN pourraient s'en donner à cœur joie. Les « monsieur plus » démultiplieraient leurs exactions contre les militant.e.s de gauche, les syndicalistes et associations. À leur islamophobie viscérale se mêle l'antisémitisme inscrit dans leur ADN depuis toujours, et qui est en recrudescence depuis

plusieurs années. La situation internationale actuelle au Moyen Orient, et les crimes de guerre contre l'Humanité commis, leur permet de répandre encore plus ces deux venins.

Bien entendu, tout cela n'arriverait pas du jour au lendemain. Suivant les contingences politiques, ce pouvoir pourrait procéder d'abord par petites touches, et même faire quelques rissettes aux uns et aux autres. Il essaierait, après la première vague des partisans de Ciotti, de se trouver encore plus d'alliés, ou de transfuges, du côté des Républicains, , ou même chez d'anciens macronistes. Il attirerait aussi des opportunistes, carriéristes issus de la haute administration, de la magistrature, de l'armée et de la police... et aussi des médias. Mais, une fois ce pouvoir un peu consolidé, il passerait à la vitesse supérieure et le masque de la dédramatisation tomberait. Regardons Méloni en Italie ! Après quelques mois de tours

de chauffe, elle a supprimé l'équivalent de notre RSA par un décret pris un 1^{er} mai, elle multiplie les attaques judiciaires, elle va autoriser l'entrée des organisations anti-IVG dans les conseils des maternités. Et signe des temps, le 30 avril, 1 500 militants faisant le salut fasciste, ont défilé dans les rues de Milan.

Après les législatives, confirmer l'espoir !

Heureusement rien n'est écrit à l'avance. Nos résistances d'aujourd'hui face au macronisme donnent des forces pour s'opposer au fascisme du 21^{ème} siècle qui se profile. Alors, n'en doutons pas, ce scénario catastrophe n'est pas inéluctable. Il ne doit pas tétaniser les forces sociales progressistes, et il nous appartient de construire, dès maintenant, une contre-offensive dans l'unité la plus large possible. Deux possibilités existent pour sortir du blocage parlementaire

actuel : soit Macron reconnaît réellement sa défaite et nomme le ou la premier.e ministre que propose le NFP, soit il réussit à construire une alliance durable avec la droite dure. Dans les deux cas, la mobilisation populaire pour l'aboutissement des principales revendications sociales sera décisive.

Car de nouveaux reculs ne pourraient qu'aggraver la colère qui sert de carburant à l'extrême droite. La tactique du FN/RN au Parlement est limpide : apparaître comme un parti respectueux des institutions, et se poser en victime des manœuvres des autres partis. Face au chaos organisé par Macron, il se veut le seul représentant d'une opposition raisonnable et déterminée, en attendant une élection présidentielle qu'il souhaite anticipée...

**POURSUIVONS LA MOBILISATION
UNITAIRE CONTRE L'EXTRÊME
DROITE ET POUR LA JUSTICE
SOCIALE !**



Alors que le FN / RN mise tout sur sa tête de gondole Bardella pour les élections européennes, VISA revient sur le parcours de ce petit fils d'immigrés qui n'a jamais travaillé, hormis pour le FN / RN, en profitant bien du statut d'attaché parlementaire.

En effet, en 2019, *Challenges* révèle que Jordan Bardella a été assistant à mi-temps de l'eurodéputé Jean-François Jalkh lors de l'année 2015 (il avait 20ans) et qu'il a été identifié en 2017 par le Parlement européen comme pouvant faire partie des assistants liés à « un usage irrégulier de l'indemnité » d'assistance parlementaire.

Mais très clairement, sa « réussite » en politique tient beaucoup à son allégeance inconditionnelle à Jean-Marie et Marine Le Pen, à ses qualités de communicant sur les réseaux sociaux et à sa tête de premier de la classe mais aussi à ses

relations avec plusieurs familles de dirigeants d'extrême droite.

Sur *Wikipédia*, on peut lire que Jordan Bardella est né le 13 septembre 1995 à Drancy, en Seine-Saint-Denis. **Fils unique d'un patron de PME spécialisée dans les distributeurs automatiques de boissons**, d'origine italienne, et d'une agente territoriale spécialisée des écoles maternelles (ATSEM).

Il se vante d'avoir grandi chez sa mère dans une cité de sa ville natale, mais **il passait tous les week-ends et les mercredis chez son père dans un quartier particulièrement favorisé de Montmorency, ville bourgeoise du Val d'Oise.**

Sa grand-mère est la fille d'un Algérien arrivé de Kabylie pour travailler en France dans les années 30. Heureusement pour elle, le FN n'était pas aux commandes à cette époque, car elle n'aurait pas pu entrer

**ou rester en France...
préférence nationale oblige.**

Aujourd'hui, J. Bardella crache sans modération sur les personnes immigrées, oubliant sans vergogne ses propres origines étrangères. Le 18 janvier 2024, dans l'émission *Complément d'enquête*, trois anciens proches de Jordan Bardella affirment même qu'il tenait et utilisait, entre 2015 et 2017, un compte Twitter anonyme dénommé « *RepNat du Gaito* », sur lequel il tenait des propos racistes et homophobes, insultait des journalistes et glorifiait Jean-Marie Le Pen.

Le 15 mai sur *France Inter*, il va plus loin dans sa haine des personnes immigrées : « *la réalité, c'est que les Français ont une inquiétude : disparaître au 21ème siècle.* » D'après lui, les Françaises et les Français veulent donc que « *la France reste la France. Ils veulent préserver leur langue, leur mode de vie et ils veulent*

préserver surtout leur tranquillité. » Il appelle même à « *mettre en place une politique dissuasive de l'immigration. Il faut d'abord couper toutes les pompes aspirantes et les aides sociales qui sont versées aux étrangers* ».

Dans la bouche d'un double petit fils d'immigrés, ça ne manque pas d'air, cela fait cruellement penser au proverbe « il tuerait père et mère pour avoir quelque chose ».

Côté antisémitisme, J. Bardella n'est pas en reste non plus. **Le 5 novembre 2023, il déclare sur BFMTV ne pas croire que Jean-Marie Le Pen est antisémite.** Pourtant, le fondateur du FN a été condamné à de nombreuses reprises par la justice à ce sujet, dont en 1990, pour sa minimisation du programme génocidaire porté avec les chambres à gaz par l'Allemagne nazie ; propos qu'il a maintenus en 2015.

Et côté amitié avec les groupuscules d'extrême droite, il n'y a pas photo car **il publie en 2021 sur Facebook plusieurs contenus de soutien à Génération Identitaire, au moment de la dissolution de cette milice ultra violente.**

Quels étranges et condamnables comportements pour un personnage prétendant occuper de hautes responsabilités dans les institutions françaises et européennes...

J. Bardella a fait ses études secondaires au **lycée privé Jean-Baptiste-de-La-Salle, à Saint-Denis, car ces gens-là ne se mélangent pas avec le peuple.** Après un baccalauréat économique et social (ES), **il a commencé une licence de géographie à l'université Paris-Sorbonne tout en passant son temps à militer à l'UNI,** (Union Nationale Interuniversitaire, association se déclarant de la « droite étudiante » selon son propre slogan et plutôt très

proche de l'extrême droite). Il arrête rapidement ses études sans obtenir de diplôme, préférant se consacrer à la politique puisqu'il a déjà fait quelques **rencontres opportunistes qui lui permettent de s'intégrer au clan Le Pen.**

En effet, il entretient d'abord **une relation avec la fille de Frédéric Chatillon (GUD).** Et depuis 2020, il est **en couple avec la fille de Marie-Caroline Le Pen, sœur aînée de Marine Le Pen,** et de Philippe Olivier. Ainsi **devenu un habitué de la propriété de Montretout, le château de la famille,** il lui est fait grief d'être favorisé au sein du Rassemblement National en raison de sa proximité avec les Le Pen et leurs réseaux.

En 2012, à l'âge de 17 ans, J. Bardella adhère au Front National. Il indique avoir pris sa carte « *pour Marine Le Pen plus que pour le Front national* ». Il devient **secrétaire départemental du FN de Seine-**

Saint-Denis en 2014, ce qui fait de lui le plus jeune responsable départemental du parti. Il se rapproche alors de F. Chatillon, via sa fille. Il est chargé en 2015 du sujet des banlieues pour le FN.

Le 12 mars 2018, Marine Le Pen le nomme directeur national du Front National de la Jeunesse (FNJ), qui deviendra ensuite Génération Nation (GN). Le 16 juin 2019, il est désigné deuxième vice-président du RN et intègre le bureau exécutif du parti. Lors du congrès de juillet 2021, il est nommé premier vice-président.

Enfin, lors du XVIIIe congrès du Rassemblement national, Jordan Bardella est élu président avec 84,8 % des 26 000 voix exprimées. Pour la première fois depuis la fondation du parti cinquante ans plus tôt, ce n'est pas un vrai Le Pen qui est élu à sa tête, mais Bardella fait partie de la famille et ne cesse de faire part de sa

volonté de poursuivre dans la continuité de Marine Le Pen.

La direction clanique du parti n'est pas morte !

Par ailleurs, alors qu'il répétait à l'envi qu'il fallait « *s'attaquer au chômage et non aux chômeurs* », Bardella a affirmé le contraire le 4 février 2024 dans l'émission *Dimanche en politique* en se disant « *parfaitement d'accord* » avec le conditionnement du RSA à 15 heures « d'activité » proposé par Borne/Macron. Une façon de valider le recours au travail forcé et pour **le FN/RN de considérer les pauvres comme des délinquants**, comme le confirme leur **refus commun et constant d'augmenter le SMIC**. « *Je pense qu'il faut des contreparties aux prestations sociales de ce type qui sont versées* » a même précisé J. Bardella !

En tant que président du RN, la situation financière de Bardella est très confortable. Il est estimé que **sa fortune s'élève à**

environ 2 millions de dollars, ce qui équivaut à peu près à 1,7 million d'euros

(source : fortune-et-salaires.fr).

En conclusion, ne votez pas pour un parvenu xénophobe et raciste, pur produit de la banalisation de la fachosphère politique, qui n'a aucune expérience professionnelle réelle, dont la seule faculté est de répandre la haine sur les réseaux sociaux.

Pas une voix pour ce clone masculin de l'Italienne Méloni, pas une voix pour un raciste, pas une voix pour l'extrême droite !

Sites amis



www.debunkersdehoax.org



www.lahorde.info



www.streetpress.com

FN/RN EN 2024, RIEN NE CHANGE : TOUJOURS DES PROPOS ET ACTES FASCISTES DES CANDIDATS

*Ce chapitre a été réalisé grâce à des articles du site streetpress.com, de *La Horde* et de *Visa 14*¹.*

Après la dissolution de l'Assemblée Nationale, le FN / RN s'est activé pour rechercher des candidats et des candidates à investir sur toutes les circonscriptions pour les législatives 2024, non sans mal car même s'il se présente comme le 1er parti de France, il est souvent obligé d'investir les premiers qui se présentent.

Quelques exemples significatifs dans une marée de cas (plus d'une centaine recensée...) !

LUDIVINE DAUDI, CANDIDATE FANTÔME DU FN / RN, AIME LES CASQUETTES NAZIES.

Dans la 1ère circonscription du Calvados, Ludivine Daoudi, une illustre inconnue, s'est retrouvée investie par le parti d'extrême droite en juin 2024.

Comme dans la 2ème circonscription, la candidate ne veut pas répondre à la presse. Personne ne semble l'avoir vue sur les marchés. Elle n'apparaît pas sur les affiches de campagne ou sur les professions de foi, impossible pour les électeurs et électrices de savoir qui est cet individu, sinon via un lien LinkedIn nous indiquant qu'elle travaille pour Bolloré Energy.

Pourtant elle fut qualifiée au second tour...

¹Si Libé est le premier à dégainer dès le lundi 17 juin de [premières révélations](#) sur une dizaine de candidats racistes, antisémites ou violents en plus de sa Newsletter « Frontal », d'autres rédactions

habituees aux révélations sur l'extrême droite suivent très vite, à commencer par [Streetpress](#) le 20 juin, [Mediapart](#) qui sort une liste de 45 noms le 21 juin ou encore [L'Express](#) le 22

Pas étonnant qu'elle fasse profil bas :

Sur son compte Facebook maintenant supprimé, on pouvait trouver, entre autres, une photographie d'elle arborant fièrement une casquette nazie. La candidate était, d'après les journalistes, membre de l'ultra-réactionnaire Parti de la France.

Suite à la diffusion de cette photo, le délégué départemental FN/RN Philippe Chapron, ancien du GUD et lui aussi classé dans la catégorie « profil néo-nazi » dans un rapport parlementaire en 1999, a annoncé le retrait de la candidature.

Ne nous méprenons pas, c'est bien parce qu'elle était en 3ème position qu'elle fut simple à sacrifier.

**JULIE APRICENA, LA
SUPPLÉANTE DU CANDIDAT
RN PRO-RUSSE PIERRE
GENTILLET DANS LA
TROISIÈME CIRCONSCRIPTION**

**DU CHER, POSAIT IL Y A
QUELQUES ANNÉES EN T-
SHIRT « WHITE PRIDE
WORLDWIDE », UN SLOGAN
SUPRÉMACISTE BLANC, AVEC
DES SKINHEADS NÉONAZIS.**

Décidément, le binôme que le Rassemblement national présente aux législatives dans la troisième circonscription du Cher, qui est arrivé en tête avec 43,15% des voix, est bien loin de la dédiable.

StreetPress a dressé le portrait du candidat Pierre Gentillet : cet habitué des plateaux de CNews accumule les positions pro-russes et les tweets à tonalité antisémite.

Mais sa suppléante n'est pas en reste : responsable départementale du RN dans le Cher, Julie Apricena en est membre depuis 2013.

À l'époque, cette responsable locale du FNJ est mise en avant par son parti qui veut une image rajeunie et commence

son processus de dédiabolisation.

Mauvaise pioche : Julie Apricena pose avec un t-shirt orné d'un message suprémaciste blanc et traîne avec tout ce que la région Centre compte de skinheads néonazis.

Dès 2015, le site antifasciste La Horde l'a épinglé pour ses fréquentations et l'habitude qu'elle a de poser en t-shirt néofasciste.

Sur un cliché exhumé par le site, la responsable départementale arbore fièrement un t-shirt orné d'une croix celtique massive, autour de laquelle on peut lire « White Pride Worldwide » – « Fierté blanche mondiale » – un slogan utilisé par les suprémacistes néonazis canadiens de la Aryan Guard.

La Horde révèle également que la femme, âgée de 24 ans à l'époque, fréquentait les skinheads néonazis de Nevers (58). Mais aussi Sébastien Legentil, qui gérait alors Martel

en Tête, un site de merchandising et de musique néonazie, et qui est très présent dans la scène skinhead. Il s'agit, entre autres, d'un proche de Serge Ayoub, le patron néonazi des skins français.

La Horde révélait également qu'elle a aussi milité à l'époque au Bloc identitaire (organisation « mère » de Génération identitaire) sous le pseudonyme de Laura Dupond, un autre sujet sur lequel elle n'a pas répondu à StreetPress.

Ces révélations de 2015 n'ont pas empêché Julie Apricena de monter, petit à petit, les échelons du parti frontiste.

De responsable locale du RNJ, elle est passée responsable du RN, mais aussi secrétaire générale du groupe RN au conseil régional Centre-Val-de-Loire. Jusqu'à être investie aux élections départementales et régionales de 2021, puis aux législatives de 2022.

Cette année elle a été rétrogradée en faveur de Pierre Gentillet, choisi spécifiquement

par Jordan Bardella. Mais ni son profil, ni celui de Pierre Gentillet n'ont l'air d'inquiéter le parti de Marine Le Pen et ses électeurs.

Contacté, Pierre Gentillet n'a pas donné suite aux sollicitations de streetpress...

P. Gentillet a été battu par un candidat d'Ensemble

**COFONDATEUR DE LA
COCARDE ÉTUDIANTE ET
GRAND FAN DE LA RUSSIE DE
POUTINE, PIERRE GENTILLET,
AMI INTIME DE JORDAN
BARDELLA ÉTAIT CANDIDAT RN
DANS LE CHER. ENTRE TWEET
À TONALITÉ ANTISÉMITTE ET
RONDE DE SERVIETTE CHEZ
CNEWS, PORTRAIT D'UN
AVOCAT PARACHUTÉ.**

Début de campagne à Sancoins, dans la troisième circonscription du Cher (18).

Un candidat Rassemblement national (RN) discute avec un éleveur local de moutons des bénéfices et des inconvénients

de la fête musulmane de l'Aïd pour sa profession. L'homme est Pierre Gentillet. Et si c'est sa première campagne électorale, c'est loin d'être la première fois qu'il fait de la politique.

Le trentenaire est l'ancien boss du mouvement de jeunesse de la Droite populaire, mené par l'ex-LR pro-russe Thierry Mariani, désormais au RN. Il a également été militant au sein de l'Uni, le syndicat étudiant très droitier, et il se targue d'y avoir rencontré Jordan Bardella en septembre 2013 à la rentrée en Licence 1 du futur président RN

Le sarkozyste a claqué la porte des deux formations en 2015 pour cofonder la Cocarde étudiante, formation dont Bardella a été très proche pendant des années. À la fin de ses études, Gentillet, qui n'a jamais adhéré au RN jusque-là, opte pour une carrière d'avocat plutôt que de devenir attaché parlementaire comme nombre de ses camarades.

Sur son site, il se présente comme avocat fiscaliste, spécialiste de l'accompagnement des acteurs de « l'économie sociale et solidaire ». C'est surtout un grand habitué des plateaux télé, à commencer par ceux de Vincent Bolloré, et il s'épanche très régulièrement dans divers médias fafs, des plus mainstream comme Valeurs actuelles aux plus confidentiels comme le site identitaire Breizh info.

Comme son mentor Thierry Mariani, Gentillet apprécie la Russie de Poutine.

Il a notamment fait partie du Dialogue franco-russe, l'asso de Mariani qui pousse pour resserrer les relations entre l'Élysée et le Kremlin. Il est aussi l'un des cofondateurs et piliers du cercle Pouchkine, un think-tank russophile disparu en 2018 qu'il a présidé et qui aurait accueilli, entre autres, des membres de l'extrême droite française antisémites ou le chef de poste du renseignement

militaire russe à Paris.

Il y a quelques années, Égalité et Réconciliation (E&R), le site négationniste/conspirationnise d'Alain Soral, a repris une tribune qu'il avait écrit à l'agence russe Sputnik dans laquelle il donnait son analyse sur la politique étrangère de la France.

CANDIDATE DANS LA 13^E CIRCONSCRIPTION DU RHÔNE, TIFFANY JONCOUR EST TRÈS PROCHE DES ANCIENS DE GÉNÉRATION IDENTITAIRE. AU POINT QUE LEURS HÉRITIERS RÉCEMMENT DISSOUS, LES REMPARTS DE LYON, COLLENT SES AFFICHES À MEYZIEU.

Le groupe de jeunes aux bras chargés de matériel de collage attire l'œil dans les rues de Meyzieu (69), le 20 juin 2024, à une semaine du premier tour des législatives.

Des habitants viennent discuter avec ces militants venus afficher les couleurs du

Rassemblement national (RN). Ici, dans la 13e circonscription du Rhône, c'est Tiffany Joncour, déléguée départementale du RN depuis moins de six mois, qui est candidate.

L'un des curieux dégage son portable et filme l'interaction. Sur les images, un militant interpelle les jeunes du quartier et les questionne sur le lieu de naissance de leurs parents. Connu de la mouvance identitaire, il s'agit de Victor G., un des porte-parole des Remparts, organisation héritière de Génération Identitaire (GI). Le groupe, connu pour ses actions coups de poing, a été dissous pour son discours de haine, son organisation similaire à celle d'une milice paramilitaire et ses liens avec des groupuscules défendant des théories racistes ou suprémacistes.

Les Remparts sont habitués aux descentes racistes dans Lyon. Ce groupe a lui aussi été dissous le 26 juin dernier. Et il colle les

affiches du FN / RN...

Ce n'est pas un hasard si les identitaires collent spécifiquement pour Tiffany Joncour. Arrivée en tête avec 37% des voix, la jeune femme, engagée au Front national (FN) depuis les années 2010, serait proche de plusieurs figures du milieu identitaire lyonnais.

En 2017, alors qu'elle était candidate FN aux législatives dans la 3e circonscription du Rhône, son compte secondaire, supprimé depuis, oscillait entre des publications du Front national et de Génération identitaire.

En 2018, la candidate revendiquait aussi une appartenance à la Manif pour tous, et une forte proximité avec Marion Maréchal et Bruno Gollnisch, figures de l'aile la plus radicale de l'extrême droite et historique du Front national.

Sur sa page Facebook personnelle, dans les quelques likes que les publications

publiques de Tiffany Joncour comptent, on trouve systématiquement une petite dizaine de visages de Génération Identitaire ces dernières années.

La candidate est par exemple amie avec Marc Barrault, sous son pseudo « Marc Assin », un ancien cadre de GI Paris exilé à Lyon. Il a été condamné en décembre à un an de prison dont six mois ferme pour une agression raciste à la sortie d'une boîte de nuit.

Parmi les amis de Tiffany Joncour, on croise aussi Chloé Camus (un pseudo), son compagnon Adam A., et Roxane Chaudesaigues. Ces trois profils sont liés à une affaire de port et de transport d'armes de catégorie D.

Ils ont été retrouvés en possession de barres de fer et de bombes lacrymogènes dans leurs voitures, alors qu'ils collaient des slogans sur le racisme anti-blanc.

Roxane Chaudesaigues est

d'ailleurs une ancienne candidate RN, cette fois-ci dans l'Ain aux départementales et aux régionales de 2015. C'est aussi une habituée du bar de Génération identitaire, La Traboule, qui devrait être dissous en même temps que les Remparts.

Tiffany Joncour a été élue au deuxième tour.

**CANDIDAT DU
RASSEMBLEMENT NATIONAL
EN SAVOIE, BRICE BERNARD A
EFFECTUÉ UNE QUENELLE ET
IMITÉ UNE PERSONNE
ASIATIQUE IL Y A QUELQUES
ANNÉES, ET NE CACHE PAS SES
AMITIÉS NUMÉRIQUES
RADICALES.**

Février 2013, au casino Grand cercle d'Aix-les-Bains (73). Dans les couloirs de l'établissement, Brice Bernard pose tout sourire devant un vitrail, au côté de David Berton. Les deux hommes, à l'époque respectivement secrétaire du

Front national de la jeunesse pour Chambéry (73) et responsable départemental, se font photographe effectuant une « quenelle ». Un geste « antisystème » – sous-entendu contre un système qui serait dirigé par les juifs – popularisé par l’humoriste antisémite Dieudonné.

Un geste qui vaut à David Berton d’être écarté l’année suivante de la liste Front national aux élections municipales de la ville thermale. Mais qui n’a pas empêché Brice Bernard de continuer de monter les échelons du Rassemblement national (RN). Il est candidat dans la 4^e circonscription de Savoie pour les élections législatives anticipées.

Brice Bernard assure qu’il n’y avait « aucune connotation antisémite de sa part » et qu’il n’a « aucune sympathie pour Dieudonné ».

Il tient même désormais à

souligner sa « proximité depuis 2021 avec les autorités religieuses juives sur Chambéry et Aix ».

Mais ce n’est pas son seul dérapage.

Toujours en 2013, son acolyte David Berton publie une autre photo, sous-titrée « “Le racisme” et la caricature », où l’on voit l’actuel candidat aux législatives fermer les yeux et tenir des baguettes, laissant sous-entendre qu’il imiterait une personne asiatique.

Cette fois-ci, le candidat se défait sur son « ancien » ami, avec qui il serait devenu adversaire politique.

Et pour la photo, elle pourrait même être... truquée ! « À l’âge de la transformation des photos par l’IA, impossible de contrôler ce que font les autres ou ce que disent les autres. »

Sauf que la photo a bien été postée sur Facebook en 2013, bien avant ChatGPT ou Midjourney.

Le candidat fricote aussi avec

des radicaux.

Libération pointait déjà le cas de Brice Bernard et évoquait son « amitié » sur Instagram avec Frédéric Chatillon – l’ancien chef néofasciste du Groupe union défense (Gud) et ami intime de Marine Le Pen.

Malgré ces révélations, Brice Bernard n’avait rien changé... Jusqu’aux questions de streetpress. « *Je ne connais pas personnellement M. Chatillon. J’avoue ne pas avoir vu qu’il était sur mes réseaux* », a-t-il répondu.

Sauf que Brice Bernard suivait bien ce prestataire historique du Rassemblement national. Ce « follow » a été retiré dans la nuit après la prise de contact de streetpress avec le candidat.

Il n’a par contre pas arrêté d’être « ami » avec Bastien C., autre membre de la mouvance néofasciste cette fois-ci locale.

C’est un militant du groupuscule Edelweiss, bien connu à Chambéry pour ses violences, et qui a servi de base au Bastion social en Savoie.

L’homme a fait partie d’un groupe de néofascistes qui a agressé une personne à une terrasse le soir de la Fête de la musique à Chambéry. Au côté de Bastien C.

Ce soir-là se trouvait notamment Franck Cuter, un militant violent qui a écopé d’un rappel à la loi pour l’attaque d’un concert de la Fédération anarchiste locale en 2017.

Une année durant laquelle Cuter tractait aussi pour la campagne présidentielle de Marine Le Pen... aux côtés de David Berton.

Bastien C. aurait aussi « *proposé son aide pour tracter lors d’actions militantes* », selon Brice Bernard pour expliquer son amitié sur Instagram avec le militant. « *Je ne le connais pas plus. J’ignorais ce que vous me dites autant pour Edelweiss que pour le Bastion* », assure le candidat.

Le groupe était pourtant proche de David Berton, l’ex-ami du

candidat Brice Bernard, qui a quitté le RN pour créer le clan la Montagne en 2018, un groupuscule communautaire également proche des suprémacistes blancs des Braves.

Brice Bernard les a côtoyés le 17 novembre 2018. Ce jour-là, les Gilets jaunes bloquent la voie rapide de Chambéry : Brice Bernard, délégué départemental du Rassemblement national depuis plusieurs années est aux côtés de Berton et sa bande.

Au même endroit, se trouve également la section locale du Bastion social. Là encore, Brice Bernard plaide la méconnaissance : « *Je ne suis pas ces groupuscules, je ne m’y intéresse pas.* »

Brice Bernard a été battu au deuxième tour

CANDIDAT PROMU PAR ERIC CIOTTI ET SOUTENU PAR LE RASSEMBLEMENT NATIONAL EN MEURTHE-ET-MOSELLE, LOUIS-JOSEPH

PECHER A POURTANT ENCHAÎNÉ LES TWEETS ANTISÉMITES, RACISTES, SEXISTES, HOMOPHOBES CES DERNIERS MOIS SUR SON COMPTE X-TWITTER.

« *Le RN est un parti dirigé par des médiocres et des rentiers qui ont renié tout ce qui avait présidé au FN. Du patriotisme couché à la Meloni. Un attrape-nigaud, un défouloir pour sèche-couillons* », éruçait Louis-Joseph Pecher sur X-Twitter le 2 mai 2024.

Pourtant, à peine un mois et demi plus tard, voilà ce courtier en assurances candidat aux élections législatives dans la cinquième circonscription de Meurthe-et-Moselle (54), investi par Eric Ciotti sous l’étiquette « À Droite les amis d’Eric Ciotti » et soutenu... par le Rassemblement national, en vertu de l’accord passé par le chef en sursis des Républicains. La diatribe n’est plus visible en ligne, et pour cause : le compte sur lequel elle a été publiée,

@Elgie2108, a été entièrement effacé le 18 juin 2024. Un compte dont le candidat a confirmé être le propriétaire au téléphone ce 19 juin à StreetPress.

Louis-Joseph Pecher affirme l'avoir nettoyé car « *c'était un compte sur lequel [il] pouvait exprimer certaines idées personnelles, pas forcément raccord avec les lignes officielles de la campagne même s'il n'y avait pas grand-chose à cacher* ».

Avec ce compte sous pseudo, le candidat d'Eric Ciotti soutenu par le Rassemblement national s'est lâché et a étalé son antisémitisme à plusieurs reprises ces derniers mois.

Le 28 mars 2024, à Jacques Attali qui parle de la France, il répond : « *Qui l'a mise en faillite ? Qui ?* »

Une expression antisémite popularisée notamment par Cassandre Fristot, militante chez les catholiques intégristes Civitas, que Louis-Joseph Pecher a d'ailleurs repartagé sur son compte. Le même jour,

il répond à un tweet de la porte-parole du gouvernement Prisca Thévenot sur Eric Zemmour et affirme que les deux personnalités « [servent] les mêmes maîtres », sous-entendu les juifs.

Quelques jours plus tard, le 9 avril 2024, il répond à un tweet de Julien Dray sur les chiffres du Hamas en ces termes : « *Juif qui parle bouche qui ment, disait Voltaire. Pourquoi tant d'antisémitisme et de haine dans les Lumières.* »

Une référence erronée, la citation provenant de la pièce Marie Tudor de Victor Hugo et du siècle suivant, qui n'enlève rien à l'antisémitisme virulent qu'elle supporte.

Dans le même style, il a aussi affirmé que « *l'islam stupide fait toujours le jeu des USA, des juifs et du Mossad* » – les services secrets israéliens – et il a relayé la lettre d'extrême droite et antisémite Faits & Documents.

Quand il ne propage pas les thèses complotistes de Zoé Sagan ou du « média alternatif » Verity France, Louis-Joseph Pecher verse aussi dans l'injure sexiste et homophobe.

Le 7 mai, il se lâche : « *Le bois de Boulogne retient son souffle. Franky dit la pompe ou la turlutte pourrait s'y reconvertir.* »

Des allusions homophobes directement adressées au ministre délégué chargé du Commerce extérieur Franck Riester.

Quatre jours plus tard, le 11 juin 2024, c'est au tour de la ministre de la Culture Rachida Dati d'être la cible de la prose, cette fois-ci sexiste, du candidat RN-Ciotti alors qu'elle communique sur les élections législatives à venir : « *Tu as fait carrière à quatre pattes ou en braillant. Garde tes conseils* »

LJ.Pecher a été battu au second tour.

LUDOVIC BIESBROUCK, CANDIDAT DANS LA 2ÈME CIRCONSCRIPTION DES LANDES EST UN RACISTE FÉROCE, IL LE PROUVE SUR X.

En août 2023, alors que les recherches sur les auteurs d'une agression mortelle aux fêtes de Bayonne débutent à peine, cet agent de sécurité tire déjà ses propres conclusions : « Nos fêtes ont été souillées par des barbares. 3 personnes de type méditerranéen !! La police est toujours à la recherche de cet individu qui a tué gratuitement un Bayonnais lors des fêtes. Réveillez-vous [émojis drapeau français] »

Ludovic Biesbrouck a été battu au second tour

JEAN-MARIE MOUREY, 1RE CIRCONSCRIPTION DE L'AIN, SUPPLÉANT, UN PUR ROYALISTE !

« *Vive la France, vive le roi !* » Sur ses réseaux sociaux – aujourd'hui désactivés –, le

candidat RN a longtemps partagé les publications de l'Action française (AF), mouvement royaliste dont il fut un responsable départemental pendant de nombreuses années.

En 2019, Jean-Marie Mourey faisait part de son refus de participer aux élections, « *ne pouvant cautionner cette République par [son] vote* », associant la Révolution française au « vol », au « viol » et au « crime ».

Le candidat affirme avoir démissionné de l'AF et rejoins le RN en 2022...

JM. Mourey a été battu au second tour.

**ALEXANDRE ALLEGRET-PILOT,
ÉLU DÉPUTÉ DE L'UNION RN-
LR DANS LE GARD (5^{IÈME}
CIRCONSCRIPTION)**

Est aussi fonctionnaire au ministère des finances à Bercy et entre les deux tours des législatives a signé un arrêté

accordant un prêt de 1,3 millions d'Euros à une société « vitis Gallica » (vigne française) ... qui n'existe pas (sans n° SIRET)!

Ce prêt a immédiatement été annulé par le ministère...

Un recours a été déposé contre son élection (en rapport selon la presse avec sa situation de fonctionnaire)

Il est intéressant de lire l'extrait de l'arrêté pris :

L'arrêté du 20 décembre 2023 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

1° Dans l'intitulé, les mots : « MBH SAMU, fragilisée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine » sont remplacés par les mots : « VITIS GALLICA » ;

Une simple substitution de bénéficiaire...

**BRIGITTE BARÈGES, MAIRE DE
MONTAUBAN, ÉLUE RN/LR
DANS LA PREMIÈRE
CIRCONSCRIPTION DU TARN
ET GARONNE**

On se souvient bien d'elle :

En 2011, alors que la commission des lois de l'Assemblée nationale examine une proposition de loi en faveur du mariage pour tous, alors députée UMP elle ironise : « *Et pourquoi pas des unions avec des animaux ou la polygamie ?* » L'élue assure par la suite que ses propos ont été sortis de leur contexte.

La tentative de « dédiablement » du RN ne date pas d'aujourd'hui, et elle tient rarement longtemps quand on y regarde de plus près.

Il a déjà été démontré 100 fois que le FN / RN regorge de fascistes.

Autre
Dossier
VISA

LES DOSSIERS DE VISA #12
décembre 2023

Il y a un peu plus d'un an, le 22 octobre 2022, pour la première fois depuis Mussolini, un leader d'extrême droite prêtait serment et prenait le pouvoir en Italie. Son slogan préféré en meeting était : *'Dieu, patrie, famille'*.

Immédiatement, la dirigeante du Rassemblement national a chaleureusement félicité Giorgia Meloni : *'Tous nos vœux de réussite'* a-t-elle déclaré, en ajoutant : *'Partout en Europe, les patriotes arrivent au pouvoir et avec eux cette Europe des nations que nous appelons de nos vœux'*.

Rien d'étonnant à cela puisque le programme électoral 2022 du parti de Meloni, Fratelli d'Italia :

- défend un modèle familial traditionnel et tourné vers la procréation,
- s'oppose farouchement au droit du sol et à l'accueil des réfugiés (Elle a d'ailleurs plusieurs fois réclamé que les ports italiens refusent les bateaux ayant secouru des migrants en mer Méditerranée),
- s'oppose à l'Union Européenne en souhaitant une Europe confédérale,
- s'attaque à l'âge de départ en retraite en voulant le repousser à 67 ans,
- propose des réductions d'impôts à tous les étages (entreprises, ménages) et souhaite en même temps que l'État italien investisse davantage dans une industrie nationale et dans le protectionnisme. Son marqueur est la préférence nationale.

**DE L'ITALIE DE MELONI
A LA FRANCE DE LE PEN**

WWW.VISA-ISA.ORG
 ASSOVISARIS@GMAIL.COM
 ASSOCIATION VISA

ADHÉREZ A VISA
S'ABONNEZ A LA NEWSLETTER
AVANT DES INFOS...
VISITEZ NOTRE SITE !

L'EXTRÊME DROITE C'EST LA VIOLENCE !

Un état des lieux alarmant

Le nombre d'actes de violence, perpétrés par l'extrême droite, augmente significativement. Il ne s'agit plus seulement « d'incidents isolés ». La nouvelle vague de militants se distingue par une organisation plus structurée, et une motivation plus prononcée. La violence est intrinsèque à l'extrême droite. Même si ses partis déclarent jouer le jeu des institutions, ils conservent un discours violent relayé par ses médias et la « fachosphère », il y a toujours finalement la violence. Tout leur « récit » est basé sur la haine de « l'Autre ». L'étranger, le progressiste, le syndicaliste... sont l'ennemie, l'explication de tout ce qui va mal, et même s'ils parlent de « projet », leur « programme » aboutit toujours à la violence !

Dans ce climat délétère, nauséeux, où malheureusement l'extrême droite obtient un

nombre de voix et de soutiens croissants, nous devons être plus vigilant.es. Depuis l'instrumentalisation de l'assassinat de Lola, jusqu'au décès de Thomas à Crépol, en passant par les milices qui défilent dans quelques villes après la mort de Nahel, 220 actes commis contre des syndicalistes, ou des locaux syndicaux ont été recensés, en 2024, par le site Rapports de Force.

Le meurtre de trois enfants en Angleterre a provoqué une vague de fausses informations engendrant d'inacceptables violences racistes.

Depuis l'épisode de la dissolution de l'Assemblée nationale, les agressions de militant.es et de candidats, les menaces de mort visant des avocats et des journalistes dans une « liste à abattre » en cas de victoire, mais aussi les insultes racistes, xénophobes et LGBTphobes, n'ont cessé d'augmenter.



Les mots ont été suivis par des actes : 51 personnes candidat.es ou militant.es ont été agressé.es durant cette campagne, des locaux syndicaux ont été saccagés. Si ces méfaits sont souvent dus à des militants Fn/Rn ou Reconquête, on constate aussi un développement important des groupes d'extrême droite.

La violence s'intensifie avec cette nouvelle vague de militants, souvent des mineurs ou

de jeunes adultes qui n'hésitent plus à prendre des risques judiciaires. Si la plupart des groupes craint toujours la police et les risques judiciaires., c'est moins le cas pour les « leaders » qui pensent faire une « carrière ». Une étape a été encore franchie avec une perspective de victoire électorale. Cette violence devient pour eux légitime et certains ont l'impression qu'une fois au pouvoir ils pourront agir en toute impunité. L'attitude des jeunes gudards qui, suite à

leur agression homophobe pensaient être libérés de prison après la victoire du FN/RN est à ce titre révélatrice. Même si les familles de l'extrême droite radicale sont différentes, elles partagent le goût des armes et décorum militaire, ainsi qu'un discours viriliste et intolérant. La violence sert de lien, elle définit les leaders et instaure aussi une émulation dans le groupe et entre les groupes. Pour ceux proches du mouvement hooligan, ce sont des combats entre eux, ou contre nous, avec une volonté de revendiquer d'éventuels trophées, comme ils l'affichent sur le site « Ouest Casual ». Une étape a donc été franchie et on revient, depuis quelques années, à une violence identique à celle des années 1990. Pour passer à l'action, les militants radicaux de base s'autoorganisent via des messageries téléphoniques cryptées. Quelles que soient les appartenances, du néonazi en passant par le nationaliste, le catholique intégriste ou l'identitaire, cette extrême droite radicale se fédère

dans un « tous unis contre nous et les valeurs, personnes, que nous défendons ».

Cette violence peut donc dorénavant émerger n'importe où, être produite par des groupes mobiles ou par une action réunissant des militants de plusieurs régions. Souvent elle prend comme prétexte un fait divers instrumentalisé par les partis RN ou Reconquête et des médias comme CNews. Elle réinvente un récit qui reprend le thème du choc des civilisations et d'une guerre civile. Il y a une évolution dans le rapport à la violence de rue, mais également dans le rapport à la violence terroriste.

Un risque terroriste

L'idée d'un acte terroriste n'est plus taboue. En 2021, selon le dernier rapport d'Europol, la France totalisait 45 % des interpellations en Europe concernant les affaires en lien avec le terrorisme d'extrême droite. Dans notre pays, entre 2011 et

2022, la police a procédé à plus de 70 arrestations, en lien avec des activités terroristes d'extrême droite (c'est depuis 2018 qu'a eu lieu le plus d'arrestations sur cette période). Le terrorisme d'extrême droite se réfère aux mouvements néo-nazis, néo-fascistes, mais aussi aux groupes ultranationalistes prônant un suprémacisme culturel, religieux, sexuel ou ethnique sur d'autres groupes ou minorités. Les attaques et violences perpétrées sur une personne en raison de son appartenance à une minorité sexuelle, religieuse ou ethnique, sont comptabilisées comme des actes terroristes d'extrême droite.

La France a aussi connu des attentats d'extrême droite par le biais de l'OAS (organisation de l'armée secrète). L'historien français Rémi Kauffer estime, que ce groupuscule a assassiné entre 1 700 et 2 000 personnes. Du 22 avril 1961 au 30 juin 1962, 515 attentats commis en région parisienne, (dont 70 % dans Paris), sont attribués à l'OAS. 89 %

sont dus à des engins explosifs conçus pour ne pas tuer, mais pour faire des dégâts matériels.

Les agressions racistes

Officiellement, entre 2017 et 2019 les forces de l'ordre ont enregistré une hausse des infractions, en raison de l'origine ou de la religion. 5.000 infractions ont été comptabilisés en 2020. Ce chiffre, qui est un indicateur important de l'état du racisme en France, est cependant incomplet pour mesurer toute l'ampleur du fléau. En 2018, 46 % des Français ont été victimes ou témoins de propos racistes sur internet. Parmi le nombre de faits délictueux à caractère haineux, plus d'un tiers était à caractère raciste ou xénophobe.

Les français.es issus de l'immigration post-coloniale, les immigré.es et les personnes de confession musulmane sont une population principalement victime d'insultes, d'actes et d'agressions racistes en France : un quart d'entre elles a déclaré avoir été victime d'injures ou

insultes, et 7 % à avoir subi des actes de violences en raison de leur religion.

Rappelons que peu de personnes portent effectivement plainte.

Par ailleurs en 2023, le service de protection de la communauté juive (SPCJ) et le ministère de l'Intérieur ont recensé 1676 actes antisémites. Près de 60% d'entre eux portaient atteinte à des personnes, et prenaient le plus souvent la forme de gestes et propos menaçants. Entre janvier et septembre 2023, le SPCJ et le ministère de l'intérieur recensaient une quarantaine d'actes par mois. Dès le 7 octobre, les actes antisémites augmentèrent fortement, à la suite d'un nouveau conflit israélo-palestinien.

Concernant les différentes mouvances de l'extrême droite, la réponse étatique est faible. Et de toute façon, une dissolution de ces groupes ne résout rien ! Au mieux, ils changent de nom. Beaucoup fonctionnent en « association de fait » et pour celles

déclarées en préfecture, la dissolution empêche juste de reformer le même bureau, ce qui est facilement contournable.

Pour rappel, le groupe Unité Radicale dissout après la tentative d'assassinat sur Jacques Chirac, a donné naissance au Bloc Identitaire, qui donnera ensuite Génération Identitaire puis, l'Argos.

Les normes sociales concernant la violence d'extrême droite ont évolué, celle-ci étant davantage banalisées, ou passée sous silence. Les 13 millions d'électeur-trices à la présidentielle de 2022, les chaînes d'infos en continu, l'instrumentalisation même par le gouvernement, qui place l'extrême droite déjà au second tour en 2027, y sont bien sûr pour quelque chose. Peu de personnalités médiatiques luttent véritablement contre l'extrême droite, même s'il y a eu un réveil et de nombreuses tribunes lors de l'entre-deux tours des dernières élections législatives de juillet 2024.

La dangerosité de l'extrême droite

Fin 2023, environ 3000 personnes appartiennent à la mouvance « d'ultradroite » en France, (l'ultradroite n'existe pas, c'est un terme policier administratif des renseignements territoriaux), dont 1 300 sont fichées S. la fiche S est pour « sûreté de l'état », elle se subdivise en 16 catégories, n'est valable que 2 ans, et n'entraîne aucune recherche ou condamnation pénale. C'est la DGSI (direction générale du renseignement intérieure) qui donne 70% de Fiche S. Au total, en 2018, selon un rapport d'information du Sénat, 29 973 personnes étaient fichées S. Parmi eux, des militants d'extrême droite, des personnes soupçonnées de radicalisation islamiste, mais aussi des militants d'extrême gauche, des hooligans ou autres.

L'extrême droite est un danger parfois mortel, comme cela fut le cas pour la mort de Clément Méric, jeune militant antifasciste tué par des boneheads

(skinheads d'extrême droite), en juin 2013, à Paris. Nous devons à nouveau organiser une vaste mobilisation nationale et refuser la banalisation de cette violence.

Nous ne pouvons plus, comme ce fut le cas pour l'assassinat de l'ancien rugbyman argentin Federico Martin Aramburu, tué de cinq balles dans le dos devant un hôtel parisien le 19 mars 2022, rester de marbre. Le silence à ce moment fut intolérable ! Même si le principal suspect est Loïk Le Priol, un ancien membre du Groupe union défense, le GUD. Il faut systématiquement, qu'à chaque action de cette extrême droite, nous soyons intransigeant.es, que la victime soit une personne ou non du milieu militant. Leurs avancées ne sont faites que de nos reculs.

Il faut aussi compter avec les meurtres commis par des sympathisant.e.s des « idées d'extrême droite », même s'ils ne sont pas directement liés à la mouvance d'extrême droite


radicale. C'est le cas de la tuerie de la rue d'Enghien en décembre 2022 à Paris, qui a causé la mort de trois Kurdes. Le principal suspect, William Malet, a reconnu sa haine "pathologique" des étrangers. Citons également la mise en examen pour meurtre, en mai 2022, de Martial Lanoir, militant suprémaciste et conspirationniste qui abattit d'une balle de Colt.45 en

pleine tête Éric Casado Lopez, 27 ans, à Paris. Sa victime était originaire du Maroc par sa mère, et d'Espagne par son père.

Nous ne pouvons plus laisser faire et nous devons dorénavant systématiquement réagir. L'extrême droite reste un danger mortel, qu'elle soit aux portes du pouvoir ou dans la rue.

**Adhérez à
VISA, en
ligne sur
le site
internet**

VISA
Vigilance et Initiatives
Syndicales Antifascistes
asso.visa@ gmail.com
association visa



<http://www.visa-isa.org/>

Bulletin d'adhésion
de réadhésion

(cocher la case utile)

Au titre de l'année 2024

Désirant participer à l'élaboration d'un outil d'information, de réflexion et d'action pour toutes les forces syndicales qui le souhaitent afin de lutter collectivement contre l'implantation et l'audience de l'extrême droite dans le monde du travail,

(nom, prénom et / ou structure syndicale)

_____@_____

(adresse de messagerie destinée à recevoir les informations de VISA)

(adresse postale de la structure syndicale)

□ □ □ □ □ □

(code postal)

adhère à Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes :

à titre individuel
(montant **minimum** de cotisation annuelle : 20 €)

au titre de la structure suivante : _____
(montant **minimum** de cotisation annuelle : 80 €)

nom du contact VISA du syndicat : _____ tél : _____

Pour les structures souhaitant recevoir, à l'adresse de messagerie indiquée ci-dessus, une attestation de leur cotisation pour l'année concernée, merci de cocher cette case

le _____

Signature ou tampon :

Adhésion par voie postale :

Bulletin à renvoyer, accompagné d'un chèque à l'ordre de VISA, à :
Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes – 80/82 rue de Montreuil – 75011 Paris

Adhésion par voie électronique :

Bulletin à envoyer à asso.visa@ gmail.com – demander le RIB si nécessaire

4 POINTS QUI MONTRENT QUE LE FN/RN EST UN DANGER MORTEL !

2 juillet 2024

On ne l'aura jamais assez dit, **le FN/RN est un danger mortel**. En promouvant le racisme, l'interdiction des contre-pouvoirs, la répression et le contrôle de l'information, **l'extrême droite au pouvoir chercherait par tous les moyens à s'assurer de ne jamais avoir à le rendre**. Voyons ci-dessous ce qu'elle a prévu d'entreprendre dans ce sens :

1/ « **Priorité nationale** » : **Racisme**

La « *priorité nationale* », invariable dans le programme du FN/RN depuis sa création, est une atténuation de **ce qu'il conviendrait d'appeler une institutionnalisation du racisme**. Elle se présente comme une règle de répartition des aides sociales et des emplois (ce qui repose déjà sur un principe raciste). Le FN/RN oublie toujours de dire que étrangers avec ou sans papier paient des impôts (TVA...)

et versent des cotisations sociales. **Pour l'OCDE par exemple l'impact économique de l'immigration est nul voir légèrement positif**. Mais cette idée va bien au-delà :

- **Les travailleurs et travailleuses étrangères n'auraient plus le droit de vote aux élections professionnelles ;**
- Récemment Sébastien Chenu a même annoncé que le FN/RN au pouvoir promouvrait **la déchéance de nationalité pour les binationaux** (alors que le parti prétendait avoir abandonné cette mesure) ;
- **Ce qui se prépare, c'est donc bien l'expulsion de milliers de personnes.**

2/ **Destruction des contre-pouvoirs**

L'extrême droite n'est pas seulement raciste, elle entend aussi attaquer absolument toutes les organisations (syndicats, associations, ONG, etc.), et les moyens d'actions (notamment la grève) qui pourraient mettre à mal son hégémonie si elle était au pouvoir :

- **Interdiction pénale des piquets de grève** ;
- Obligation d'un « **service minimum** » dans la fonction publique ;
- **Dé-subventionnement d'associations** de lutte et de vigilance des droits humains (on se souvient de l'attaque envers la LDH récemment) ;
- Réduction du rôle des syndicats en « **supprimant le monopole de la représentativité** » et en « **moralisant la vie syndicale par un contrôle public de leur financement** ».

3/ Permis de tuer

L'extrême droite a toujours été dans le camp des policiers

lorsqu'ils assassinent ou mutilent des jeunes dans les quartiers, comme des personnes qui manifestent. Au pouvoir, l'extrême droite aurait des prérogatives incommensurables dans ce sens :

- La **nomination des préfets** lui offrirait une mainmise sur le pouvoir policier ;
- La **nomination des procureurs**, de même sur le pouvoir judiciaire ;
- De plus, elle défendrait comme elle l'a toujours fait la « **présomption de légitime défense** », empêchant encore plus les enquêtes qui déjà actuellement sont très superficielles ;
- Enfin, une arrivée au pouvoir de l'extrême droite serait à l'évidence accompagnée d'une **multiplication des actes de violence des groupuscules qui ont toujours gravité autour du FN/RN – et qui ont participé à sa création.** Il est fort à parier qu'une

certaine tolérance des pouvoirs publics se mettrait en place.

4/ Mainmise sur les médias

Le « 4ème pouvoir » prend une place de plus en plus importante dans notre société sur-connectée. Peut-être qu'un « ministère de la propagande » ne reverrait pas le jour, mais ses activités seraient bien sûr tout à fait réalisables et techniquement redoutables.

- Tout d'abord, **le FN/RN défend la privatisation de l'audiovisuel, au profit bien sûr de ses amis milliardaires comme Bolloré** qui diffuse déjà son idéologie en continu ;
- Au pouvoir le FN/RN aurait un **pouvoir de nomination de la direction de l'ARCOM**, qui pourra accorder des canaux supplémentaires à ces fameux amis, et se garder de leur faire payer des amendes quand ils diffusent des fausses informations.



S'abonner à la newsletter

www.visa-isa.org/newsletter

COMMUNIQUE VISA :

NE BAISSONS SURTOUT PAS LA GARDE

Le 8 juillet 2024

Plus que jamais, la lutte doit continuer

Notre avenir appartient à nos mobilisations sociales et unitaires !

Nous, syndicalistes, militantes et militants antifascistes, avec des millions de salarié.es, chômeurs et chômeuses, immigré.es avec ou sans papiers, respirons mieux aujourd’hui. Nous constatons que le barrage antifasciste et l’espoir suscité par l’alliance des partis de gauche et écologistes, soutenue par un mouvement syndical et associatif puissant, ont bloqué au deuxième tour des législatives la vague brune du 30 juin. Le fascisme ne s’installera pas au gouvernement en France dans les mois qui viennent, en ce sens c’est une première victoire !

Le maquillage respectable du FN/RN s’est en même temps décomposé avec la mise en lumière de candidatures ouvertement fascistes, homophobes et sexistes dans de nombreuses circonscriptions. Cela a amplifié le rejet pour le parti fasciste et décrédibilisé l’extrême droite dans son ensemble. Mais l’extrême droite c’est aussi la violence qui s’est déversée : agressions, dégradations, délations, libération de la parole raciste, liste de personne « à abattre » la « bête immonde » est toujours féconde !

Le macronisme néolibéral assumé subit lui aussi une défaite importante en perdant une centaine de député.es, même si les désistements lui permettent de limiter la casse.

Un sursis à ne pas gâcher ! Un espoir en des jours heureux à concrétiser !

Cette défaite, dans l'accession au gouvernement du parti d'extrême droite, ne doit pas nous faire baisser la garde : le FN /RN a mobilisé des millions d'électrices et d'électeurs, est le premier parti politique à l'Assemblée nationale avec une cinquantaine de députés supplémentaires (avec les alliances passées avec une partie des Républicains). Ce nombre d'élus augmente sa capacité de formation de nouveaux cadres d'extrême droite, d'autant plus si l'on ajoute aux élus leurs assistant·es parlementaires. Puis, c'est aussi une manne financière supplémentaire et importante que le RN va engranger (près de 20 millions d'euros par an d'aides publiques, soit deux fois plus que suite aux législatives de 2022). Même si le FN / RN joue déjà la partition trumpiste du « on nous a volé la victoire », il est objectivement plus fort qu'il ne l'a jamais été.

Seules des avancées sociales historiques contenues dans les revendications syndicales peuvent les faire reculer de façon significative : salaires et protection sociale revalorisés, protection et amélioration des services publics, abrogations des lois scélérates sur les retraites ou l'immigration, bifurcation environnementale...

Mais le clan macroniste défait, allié à la droite réactionnaire, va multiplier les manœuvres pour empêcher le camp progressiste de mettre en œuvre les mesures pour améliorer la vie de millions de personnes.

L'unité la plus large du mouvement syndical et des mouvements sociaux sera indispensable dans le combat pour les revendications, et pour renforcer la pression afin que la nouvelle majorité de gauche au parlement puisse les satisfaire. Sans mouvement social d'ampleur, de nouveaux blocages et crises politiques sont clairement devant nous.

Cette unité devra aussi continuer à s'exprimer pour dénoncer les projets des forces d'extrême droite qui vont tout faire pour prendre leur revanche, aidées par certains médias qui ont clairement basculé.

En tant qu'organisations syndicales nous avons une responsabilité particulière pour détacher de l'extrême droite la fraction de notre classe sociale qui renforce son électorat. Notre action pour démasquer l'imposture sociale du rassemblement national est irremplaçable.

VISA répondra présent pour prolonger ces combats avec ses 240 syndicats adhérents et ses VISA départementaux.

VISA renforcera sur tout le territoire son travail de vigilance, de formations, de dénonciation des activités du FN/RN et des groupuscules violents qui gravitent autour.

VISA participera à toutes les mobilisations unitaires, syndicales, associatives et citoyennes proposées à cet effet.

VISA appelle les syndicats à nous rejoindre dans un cadre intersyndical ; c'est aussi par la création de VISA locaux départementaux, par notre unité et sur le terrain que nous pourrons faire reculer l'extrême droite.

**TOUJOURS UNI-ES DANS LA LUTTE
POUR LE PROGRÈS SOCIAL !**



FORMATIONS SYNDICALES ANTIFASCISTES

VISA organise régulièrement des journées de formation à destination des équipes syndicales qui en font la demande. Ces interventions sont gratuites-hors défraiements liés aux déplacements et commande de brochures VISA.

AU PROGRAMME

- ➔ **Histoire et actualité de l'extrême droite et son rapport au monde du travail**
- ➔ **Décryptage du programme économique et social du RN**
- ➔ **Comment combattre syndicalement le RN et l'extrême droite ? - exemples concrets et perspectives**



www.visa-isa.org



@assouisa



association visa



VIGILANCE ET INITIATIVES SYNDICALES ANTIFASCISTES

Qui sommes-nous ?

VISA est une association intersyndicale composée de plus de 250 structures syndicales : la FSU et plusieurs de ses syndicats, l'Union Syndicale Solidaires et plusieurs de ses syndicats, des fédérations et des syndicats de la CGT, de la CFDT, de la CNT-SO, de FO, de la CNT, le Syndicat de la Magistrature...

VISA se développe également dans les territoires par la création de plusieurs antennes départementales permettant un travail intersyndical antifasciste de terrain et de proximité.

Depuis 1996, VISA recense, analyse et dénonce les incursions de l'extrême droite et plus particulièrement du FN/RN sur le terrain social. VISA se veut un outil d'information et de réflexion pour toutes les forces syndicales qui le souhaitent afin de lutter collectivement contre l'implantation et l'audience de l'extrême droite dans le monde du travail.

Les 17,9% de Marine Le Pen à l'élection présidentielle de 2012, les 10,7 millions de voix obtenues au 2nd tour de l'élection présidentielle de 2017, les 13,3 millions de voix obtenues en 2022 et les scores sans précédents des séquences électorales de 2024 montrent non seulement que le discours fasciste s'est installé durablement dans la société française, mais aussi que son principal représentant, le RN, progresse énormément.

Cette situation ne peut nous laisser indifférent-es tant les « valeurs » et l'idéologie portées par le RN sont aux antipodes des idéaux de solidarité et de progrès social de organisations syndicales.

Nous, syndicalistes, avons une responsabilité particulière pour combattre le venin raciste, sexiste, homophobe, antisyndical de l'extrême droite et dénoncer les pseudos solutions du RN qui consistent à dresser les un-es contre les autres les précaires, les immigré-es, les Français-es, les chômeur-euses et celles et ceux qui ont un emploi.

Notre devoir est de défendre, de façon intransigeante, dans notre propagande et nos actions, la solidarité de tout le salariat quels que soient son origine ou son statut.

Ce **combat syndical antifasciste** doit être pris en charge par toutes les organisations syndicales, de la base au sommet et, autant que possible, dans **l'unité la plus large**.

VISA est partie intégrante de ce combat et y contribue

- En **informant** sur les dangers et le développement de l'extrême droite en France, en Europe et dans le monde ainsi que sur les « passerelles » avec la droite dure.
- En **analysant** de manière critique les propositions dites sociales de l'extrême droite.
- En **relayant** sur son site toutes les prises de positions, actions des organisations syndicales contre l'extrême droite.
- En **dénonçant** toutes les discriminations racistes, sexistes, LGBTQIAphobes au sein et hors des entreprises.
- En **se faisant l'écho** de toutes les actions de solidarité avec les sans-papiers.
- En **aidant**, par des outils adaptés (journées de formation, brochures, affiches etc.), les équipes syndicales à se former et se mobiliser pour démystifier, aux yeux des salarié-es les propositions prétendues sociales de l'extrême droite.
- En **alertant** sur la présence dans les structures syndicales de militant-es d'extrême droite se prétendant responsables syndicaux.

Vigilance et initiatives syndicales antifascistes

80-82 rue de Montreuil, 75011 Paris

www.visa-isa.org